

CONSEIL D'ETAT

Section sociale

N° 383061

Mme LAURENT

Rapporteur

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

SEANCE DU MARDI 25 AOUT 2009

PROJET DE DECRET

relatif à la prise en compte des périodes d'affiliation effectuées dans une institution européenne ou une organisation internationale à laquelle la France est partie

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville et du ministre du budget, des comptes publics, de la fonction publique et de la réforme de l'Etat,

Vu le code de la sécurité sociale, notamment son article L. 161-19-1 issu de l'article 85 de la loi n° 2008-1330 du 17 décembre 2008 de financement de la sécurité sociale pour 2009 ;

Vu l'avis du conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés en date du 22 juillet 2009 ;

Vu l'avis du conseil central d'administration de la Mutualité sociale agricole en date du 30 juillet 2009 ;

Le Conseil d'État (section sociale) entendu,

DECRÈTE

Article 1^{er}

Après l'article R. 161-16 du code de la sécurité sociale, il est inséré un article R. 161-16-1 ainsi rédigé :

« Art. R. 161-16-1. - Les périodes d'affiliation mentionnées par l'article L. 161-19-1 à un régime obligatoire de pension d'une institution européenne ou d'une organisation internationale à laquelle la France est partie sont prises en compte pour autant que l'assuré n'ait pas été simultanément affilié à un autre régime légalement obligatoire de retraite, français ou étranger, ou à l'assurance volontaire prévue par le titre IV du livre VII, dans des conditions emportant validation de périodes d'assurance.

« Les périodes ainsi retenues sont décomptées, de date à date, pour autant de trimestres qu'elles comportent de fois 90 jours.

« La totalisation de ces périodes avec les périodes d'assurance validées auprès de l'un des régimes mentionnées au premier alinéa ne peut avoir pour effet de porter à plus de quatre le nombre de trimestres susceptibles d'être validés par année civile. »

Article 2

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville et le ministre du budget, des comptes publics, de la fonction publique et de la réforme de l'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Ce projet de décret a été délibéré et adopté par la section sociale du Conseil d'Etat dans sa séance du mardi 25 août 2009.

Signé : Le président, Mme Yannick MOREAU
Le rapporteur, Mme Dominique LAURENT
Le secrétaire, M. Thomas BRETON

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

Le secrétaire de la section sociale

M. Thomas BRETON